PRÉSIDENCE DU FASO

CAPES
Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

BURKINA FASO
La Patrie ou la Mort nous Vaincrons

POLICY PAPER

Investissement public agricole et productivité des facteurs au Burkina Faso

Résumé

Dans un contexte politique national marqué par une volonté manifeste d'atteindre la souveraineté alimentaire, de réduire la pauvreté, de créer des emplois et d'accélérer la croissance et la transformation structurelle de notre économie, l'amélioration durable de la productivité agricole constitue un levier incontournable. Pourtant, la question de l'efficacité des ressources publiques consacrées au secteur agricole à accroitre la productivité demeure au cœur des débats de politique économique. Cette note de politique analyse l'impact de l'investissement public agricole sur la productivité dans notre pays. La méthode retenue analyse simultanément les liens entre différentes variables afin de mieux comprendre leurs influences réciproques à l'aide de données couvrant la période allant de 1991 à 2017.

Il ressort des estimations qu'une hausse de l'investissement public agricole de 10% conduit à une augmentation de la productivité globale des facteurs de 5,5% dans les branches agricoles et 6,8% dans les secteurs non-agricoles. L'investissement dans l'agriculture est donc un puissant instrument stratégique pour l'amélioration de la productivité agricole. L'implication majeure de politique économique est d'accroitre l'investissement agricole car il constitue un levier stratégique d'accroissement de la productivité de l'ensemble des facteurs et ce dans une approche intégrée des politiques publiques sectorielles agricoles et non-agricoles.

Dr Adama NIKIEMA

Chef du département Prospective et Veille Stratégique

NOVEMBRE 2025

I. Introduction - Contexte - Justification

Dans sa quête d'une croissance économique forte, inclusive et résiliente, le Burkina Faso a placé la transformation structurelle de son économie et l'amélioration de la productivité au cœur de ses priorités de développement. Les autorités publiques ont ainsi multiplié les initiatives et investissements visant à moderniser les secteurs productifs, réduire les fragilités structurelles, renforcer la productivité, assoir la souveraineté alimentaire et créer les conditions d'une croissance durable. On peut citer à ce titre la Politique sectorielle production agro-sylvo-pastorale (PS PASP) 2018-2027, la Politique sectorielle environnement, eau et assainissement (PS EEA) 2018-2027, la Stratégie nationale de développement durable de l'agriculture irriguée (SNDDAI) 2021-2025, la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN) 2018-2027 et le Plan stratégique national d'investissement agro-sylvo-pastoral (PNIASP) 2021-2025 formant un cadre cohérent des interventions dans le secteur.

L'analyse des dépenses publiques agricoles indique que le niveau des investissements réalisés dans le secteur agricole par l'État et ses partenaires est ainsi passé de 156 milliards en 2006 à 174 milliards en 2022 avec une niveau annuel moyen de 146 milliards sur la période.

~225,05

milliards FCFA constituent le montant décaissé des investissements dans le secteur agricole en 2024.

En 2024, le montant décaissé des investissements dans ce secteur est estimé à environ 225,05 milliards FCFA, soit une forte hausse par rapport à 2022 en lien avec la mise en œuvre des orientations du Gouvernement en matière de décongestion des crédits de fonctionnement au profit des dépenses d'investissements, la mise en œuvre des Initiatives Présidentielles, en l'occurrence l'Initiative Présidentielle pour la production agricole et la Souveraineté Alimentaire et l'Offensive agro-pastorale et halieutique. Dans ce contexte, l'investissement public agricole apparaît comme un levier stratégique majeur, compte tenu du rôle central du secteur agro-sylvo-pastoral dans l'économie. La littérature empirique souligne d'ailleurs des effets globalement positifs de cet investissement sur la productivité, tout en mettant en évidence l'importance déterminante de sa qualité, de sa cohérence et de son orientation vers des facteurs structurants tels que la recherche, l'irrigation maîtrisée et l'intégration aux chaînes de valeur (Burton & Riikka, 2019 ; Kassie & Shiferaw, 2023). Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, ces effets restent fortement dépendants de la structure des dépenses publiques agricoles. Dans notre pays, ces investissements demeurent encore limités, irréguliers et largement orientés vers les infrastructures physiques, au détriment des leviers de long terme que sont l'innovation, la diffusion des technologies agricoles et le capital humain, identifiés comme déterminants des gains durables de productivité (World Bank, 2008).

Dès lors, des interrogations majeures se posent : dans quelle mesure l'investissement public agricole consentit ces dernières années par l'État burkinabè contribue-t-il effectivement à l'amélioration de la productivité dans le secteur agricole ? Quels sont ses effets de diffusion sur les autres secteurs de l'économie ? L'enjeu pour l'action publique est central : il s'agit d'évaluer rigoureusement non seulement le niveau, mais aussi la qualité et la composition de cet investissement afin d'orienter efficacement les choix d'allocations budgé-

taires. La suite de cette note de politique est structurée en 3 sections outre la conclusion. La première section présente la méthodologie et les données utilisées. La deuxième section est consacrée à la présentation des résultats de l'analyse. La troisième section quant à elle aborde les implications de politique économique.

II. Méthodologie

La méthodologie repose sur l'estimation d'un modèle économétrique qui permet de capter les interactions dynamiques entre l'investissement public, la productivité et la production à travers les secteurs agricoles et non agricoles. Après vérification des conditions d'identification, le modèle est estimé par la méthode des doubles moindres carrés sur la période 1991-2017. Deux sources importantes de données statistiques sont à mentionner : la Banque mondiale, à savoir le World Developpement Indicator (wdi) et le Ministère de l'Economie et des Finances, à savoir l'annuaire statistique de l'économie et des finances. Les données sur la productivité globale des facteurs sont issues de nos estimations. Pour les détails sur les éléments de la méthodologie, le lecteur est invité à lire le document de travail à partir duquel cette note de politique est extraite.

3. Principaux résultats

Le tableau 1 présente les résultats du modèle estimé. Ils mettent en évidence la présence des relations stables et significatives entre l'investissement et la productivité des facteurs que nous interprétons équation par équation.

Tableau 1 : Résultats d'Estimation

Variable	Coefficient	Std. Err
Equation 1 : Valeur ajoutée agricole par travailleur agricole		
Productivité globale des facteurs agricoles	1.104***	(0.075)
Investissement public agricole par travailleur agricole	0.674***	(0.012)
R-sq	0.9998	
P-chi2	0.0000	
Equation 2 : Valeur ajoutée non agricole par travailleur non agricole		
Productivité globale des facteurs non agricoles	0.974***	(0.020)
Investissement public non agricole par travailleur non agricole	0.713***	(0.001)
R-sq	0.9999	
P-chi2	0.0000	
Equation 3 : Productivité globale des facteurs agricoles		
Investissement public agricole par travailleur agricole	0.555***	(0.072)
Investissement public non agricole par travailleur non agricole	0.101***	(0.030)
Retard d'ordre 2 de l'Investissement public agricole par travailleur agricole	0.145**	(0.061)
R-sq	0.9994	
P-chi2	0.0000	

Variable	Coefficient	Std. Err
Equation 4 : Productivité globale des facteurs non agricoles		
Investissement public agricole par travailleur agricole	0.681***	(0.061)
Investissement public non agricole par travailleur non agricole	0.110**	(0.037)
R-sq	0.9993	
P-chi2	0.0000	

Significance levels :	10% *	5% **	1% **

Source : Résultats des estimations des auteurs à partir des données de la Banque Mondiale et de l'annuaire statistique de l'économie et des finances

Equation 1 : valeur ajoutée agricole par travailleur agricole

Les résultats sous l'équation 1 mettent en évidence le rôle central des gains de productivité et de l'effort d'investissement public dans la détermination de la performance économique du secteur agricole. En particulier, ils indiquent que la valeur ajoutée agricole par travailleur augmente de 1,104% lorsque la productivité globale des facteurs agricoles s'accroit de 1%. Une hausse de l'investissement public agricole par travailleur de 1% accroît aussi la valeur ajoutée agricole de 0,674%. Ils montrent en outre que la productivité est le principal moteur de la performance agricole.

Equation 2 : valeur ajoutée non agricole par travailleur non agricole

Cette relation souligne l'existence d'interactions intersectorielles, et met en avant l'importance des investissements publics spécifiques au secteur non agricole. Les résultats de cette équation montrent qu'une augmentation de la productivité agricole de 1% conduit à un accroissement de la valeur ajoutée non agricole par travailleur de 0,974%, attestant ainsi des effets de diffusion intersectoriels. Un accroissement de l'investissement public non agricole par travailleur de 1% contribue également à la croissance du secteur non agricole de 0,713%. On note donc que l'agriculture soutient ainsi indirectement la performance non agricole.

Equation 3 : productivité globale des facteurs agricoles

La formulation de l'équation 3 permet de capter à la fois les effets directs, indirects et différés de l'investissement public sur la dynamique de la productivité agricole. Il ressort des résultats d'estimation que la productivité globale des facteurs agricoles est principalement stimulée par l'investissement public agricole. En effet, une hausse de l'investissement public agricole de 1% conduit à une augmentation de la productivité globale des facteurs agricoles de 0,555%. L'investissement non agricole a un effet positif mais limité car sa hausse de 1% est à l'origine d'une augmentation de la productivité globale des facteurs agricoles de 0,101%. Le retard d'ordre 2 de l'investissement agricole montre des effets différés des politiques publiques ; sa hausse de 1% étant associée à un accroissement de 0,145% de la productivité globale des facteurs agricoles.

Equation 4 : productivité globale des facteurs non agricoles

Cette équation 4 met en évidence l'influence conjointe des investissements publics sectoriels sur l'évolution de la productivité dans le secteur non agricole. Il ressort, des résultats d'estimation, que la hausse de l'investissement public agricole de 1% conduit à un accroissement de la productivité globale des facteurs non agricoles de 0,681%. Quant à l'investissement public non agricole, son aug-

mentation de 1% entraîne un accroissement plus modeste de la productivité globale des facteurs non agricoles de 0,11%. Ces résultats suggèrent des effets d'entrainement importants de l'agriculture sur les secteurs non agricoles.

Ces résultats sont cohérents avec ceux de Benin et al. (2009) et Benin (2016) qui trouvent respectivement une élasticité de la productivité agricole par rapport aux dépenses publiques de l'ordre de 0,15 et de 0,33. Ils vont également dans le sens de ceux de Leeper et al (2010), Bouakez et al. (2017) et Ganelli & Tervala (2020) qui montrent que le multiplicateur de l'investissement public est d'autant plus élevé que le capital public est productif. Ces résultats contrastent avec les conclusions de Lewis (1958) qui montrent que l'agriculture paysanne est incapable d'accroître sa productivité et Gardner (2000) qui trouve qu'à partir des années 60, le recul de la pauvreté dans les zones rurales aux États-Unis s'explique principalement par l'augmentation des revenus imputables aux activités non-agricoles.

En somme, les résultats de l'estimation du modèle révèlent que l'investissement dans le secteur agricole a un effet positif non seulement sur la productivité agricole elle-même, mais aussi sur la productivité des autres secteurs non-agricoles. Ils suggèrent que l'agriculture exerce un effet d'entraînement sur le reste de l'économie et donc, y joue un rôle moteur, agissant ainsi comme un levier pour stimuler la productivité au-delà des frontières du secteur agricole.

4. Implications de politiques

Les résultats de l'étude font ressortir deux messages clés qui sou tendent des recommandations de politiques économiques.



Le premier message tient à l'idée que l'investissement public agricole est le principal moteur de la productivité agricole dans notre pays. À la lumière de ce résultat, les politiques publiques devraient accroître prioritairement l'investissement public dans le secteur agricole afin de tirer pleinement parti des gains de productivité à la fois élevés et persistants dans le temps. C'est pourquoi nous recommandons de repositionner l'agriculture au cœur des stratégies de développement, en augmentant significativement les investissements publics agricoles productifs (infrastructures et aménagements hydroagricoles, infrastructures rurales, recherche agricole, vulgarisations des technologies, intrants et conseil agricole).



Le deuxième message clé stipule que l'investissement agricole génère des effets d'entrainement sur la productivité des autres secteurs. A la lumière de ce résultat, en vue d'amplifier les impacts sur le développement durable des secteurs, il est essentiel d'articuler les politiques d'investissement agricole avec celles de développement des infrastructures (routes, énergie), industrielles (transformation agroalimentaire) et de services (logistique, commercialisation). Une stratégie intégrée permet de capter pleinement ces synergies, d'accroître la productivité globale et de soutenir une transformation structurelle. C'est pourquoi nous recommandons la formulation et la mise en œuvre de politiques sectorielles coordonnées, capables de maximiser les retombées économiques et de promouvoir une performance économique globale durable résultant des gains de productivités sectorielles.

5. Conclusion

Cette étude a analysé l'impact de l'investissement public agricole sur la productivité agricole. Pour ce faire, recours fut fait à l'estimation d'un modèle économétrique qui établit une relation stable entre l'investissement public agricole et la productivité globale des facteurs. Les résultats montrent que l'investissement dans l'agriculture est un instrument stratégique pour la croissance de la productivité dans les branches agricoles et non agricoles. Ces résultats permettent de dégager les recommandations suivantes : i) accroitre significativement l'investissement public dans les secteurs agricoles ; ii). formuler et mettre en œuvre des politiques sectorielles coordonnées. L'analyse n'ayant pas pris en compte le type d'infrastructure, et les spécificités selon les régions du pays, ces variables pourront être intégrées dans une prochaine version afin de l'affiner davantage.

6. Bibliographie

- **Benin, S. (2016). Agricultural productivity in Africa***: Trends, patterns, and determinants. IFPRI Synopses. https://ideas.repec.org/p/fpr/synops/9780896298828.html*
- **Benin, S., Mogues, T., Cudjoe, G., & Randriamamonjy, J. (2009)**. *Public expenditures and agricultural productivity growth in Ghana. 2009 Conference, August 16-22, 2009, Beijing, China. https://doi.org/10.22004/AG.ECON.51634*
- **Bouakez, H., Guillard, M., & Roulleau-Pasdeloup, J. (2017)**. *Public investment, time to build, and the zero lower bound. Review of Economic Dynamics, 23, 60–79. https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1094202516300266*
- **Burton & Riikka (2019)** *; Strengthening Agricultural Extension and Advisory Systems: Procedures for Assessing, Transforming, and Evaluating Extension Systems. Agriculture and Rural Development Discussion Paper;No. 45. © World Bank. http://hdl.handle.net/10986/23993 License: CC BY 3.0 IGO.*
- **Ganelli, G., & Tervala, J. (2020)**. *Welfare Multiplier of Public Investment. IMF Economic Review, 68(2), 390–420. https://doi.org/10.1057/S41308-020-00111-7*
- **Gardner, B. L. (2000)**. *Economic Growth and Low Incomes in Agriculture. American Journal of Agricultural Economics, 82(5), 1059–1074. https://doi.org/10.1111/0002-9092.00104*
- **Kassie, M., & Shiferaw, B. (2023)**. *Public agricultural investment, technology adoption and productivity in East Africa. Agricultural Systems, 204.*
- **Leeper, E. M., Walker, T. B., & Yang, S.-C. S. (2010)**. *Government investment and fiscal stimulus. Journal of Monetary Economics, 57(8), 1000–1012. https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2010.09.002*
- **Lewis, W. A. (1954)**. *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour. The Manchester School, 22(2), 139–191. https://doi.org/10.1111/J.1467-9957.1954.TB00021.X*
- **Lewis, W. A. (1958).** *Unlimited Labour: Further Notes. The Manchester School, 26(1), 1–32. https://doi.org/10.1111/J.1467-9957.1958.TB00922.X*
- **MARAH (2021)** *: Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN) 2018-2027*
- **MARAH (2021)***: Politique sectorielle production agro-sylvo-pastorale (PS PASP) 2018-2027,*
- **MARAH (2021)***: Stratégie nationale de développement durable de l'agriculture irriguée (SNDDAI) 2021-2025,*
- **MARAH (2021):** *Plan stratégique National d'Investissement Agro-Sylvo-Pastoral (2021-2025),*
- **MEEVCC** *: Politique sectorielle environnement, eau et assainissement (PS EEA) 2018-2027,*
- **World Bank (2008)** *: Rapport sur le développement dans le monde 2008*

CAPES

Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

(+226) 25 37 43 55
courrier@capes.bf
www.capes.bf

Scannez ce code QR et accédez
à l'ensemble de nos policy papers

Le savoir au service du développement !